Historique du 2e bataillon de chasseurs à pied 1791 - 1794 - Extrait de l'Histoire du 2e régiment d'infanterie légère 1788 - 1840 -Auteur : Dumas, Alexandre (1802-1870). Auteur du texte - Éditeur : impr. de Béthune et Plon (Paris) - Date d'édition : 1843 - Sources : gallica.bnf.fr/BnF - Droits : domaine public - Saisie : 2025

HISTORIQUE DU 2e BATAILLON DE CHASSEURS A PIED

ex-Chasseurs Royaux de Provence

1791- 1794

extrait de L'HISTOIRE DU 2e RÉGIMENT D'INFANTERIE LÉGERE

PUBLIE PAR ORDRE DE

S. A. R.

Feu Mgr LE DUC d'ORLEANS

CHAPITRE Ier

Création des chasseurs à pied. - Nouvelle organisation de ce corps. - Chasseurs royaux de Provence. - Conquête de la Savoie et du Piémont. - Prise des abîmes du Mians, par le 2e bataillon de chasseurs (ci-devant de Provence). - Kellermann. - Le 2e bataillon des chasseurs au Mont-Genèvre. - Prise du Mont-Blanc. - Escalade du Mont-Cenis.

Une ordonnance du 18 août 1784 donna lieu à la création de 12 bataillons de chasseurs à pied : le but primitif de ces corps était d'être attachés aux chasseurs à cheval mais cette première organisation ne subsista que quatre ans. En 1788 on en forma des corps spéciaux qui devaient agir et s'administrer séparément. Le 2e bataillon de ces chasseurs à pied, qui reçut à son origine le nom de chasseurs royaux du Dauphiné et qui le changea, pendant la République, contre celui de 2e demi-brigade légère est la glorieuse tige dont sortit le 2e léger actuel.

On était en paix avec l'Europe, et aucune action guerrière n'avait pu encore illustrer le régiment dont nous écrivons l'histoire, lorsque la révolution française éclata : 3 ans avaient suffi pour ébranler jusque dans sa base le vieil édifice monarchique : le roi avait vu successivement toutes les prérogatives de la couronne passer aux mains du peuple en attendant que lui-même passât aux mains du bourreau. Ce sanglant défi jeté aux souverains de l'Europe leur fit comprendre que la cause de l'un était celle de tous, et le roi Frédéric-Guillaume et l'empereur Léopold donnèrent, en signant, le 29 août 1791, la ligue de Pilnitz, le premier exemple de cette coalition laquelle allaient bientôt accéder toutes les puissances de l'Europe.

La mort de l'empereur, arrivée après la signature du traité et l'acceptation de la constitution par Louis XVI avaient retardé les hostilités lorsque l'assemblée nationale, renvoyant aux souverains la menace qu'ils lui avaient faite, décréta solennellement le 30 avril 1792 que la guerre était déclarée à François Il, roi de Bohême et de Hongrie. La Prusse et l'Autriche renouvelèrent alors leur traité ; et comme depuis un an ces deux puissances préparaient une invasion, elles n'eurent qu'a réunir les forces considérables qu'elles avaient mises sur pied et à les pousser vers la frontière, ainsi, deux mois après qu'elle eut déclaré la guerre, la France dont l'armée ne montait pas à 100 000 hommes,

qui avait vu émigrer presque tous ses officiers et chez laquelle aucun service n'était organisé, la France se vit menacée sur trois points a la fois, la Flandre, l'Alsace et la Champagne.

Les premières rencontres nous furent funestes, mais le vieux **LUCKNER** vengea bientôt la déroute de Marquain par la prise de Courtray. Ce fut le signal d'une série de victoires ; au bout d'un an la France, qui s'était vue exposée à la honte d'une invasion, avait reporté la guerre sur le territoire ennemi, la Belgique tout entière était subjuguée, nos soldats mesuraient de l'œil les montagnes de la Savoie, qu'ils allaient bientôt franchir, et l'Autriche, menacée du côté de l'Allemagne allait encore être attaquée en Italie.

Il est vrai qu'au cri de détresse poussé par François II et par Frédéric-Guillaume, trois nouveaux ennemis s'étaient levés contre nous ; l'Angleterre, l'Espagne et la Hollande : les anciennes ligues qui avaient mis la vieille monarchie à deux doigts de sa perte menaçaient la jeune république ; mais la *Marseillaise* avait enfanté des soldats, et sept armées faisaient face a la fois aux ennemis du dehors et aux ennemis du dedans.

Voyons ce qu'était devenu dans ce grand bouleversement des hommes et des choses, le 2e régiment des chasseurs royaux du Dauphiné.

D'abord il avait perdu, le 1er janvier 1791 son épithète aristocratique et son vieux nom de province, pour prendre celui de 2e bataillon de chasseurs, et échangea son drapeau contre le drapeau tricolore ; puis appelé, le 1er juillet 1792, de Vaissons, ou il était cantonné, et où il faisait partie de l'armée du Midi pour former la ligue des Alpes, son 2e bataillon se trouvait sous la conduite du général **DAGOBERT** à l'avant-garde du camp du Var, commandé par le général **ANSELME**. Le 10 août de la même année ce bataillon était cantonné à Orange, en septembre il passait au camp Barrault ; enfin, le 24 du même mois il passait en Savoie par les ponts de Beauvoisin et de Sessel.

Cette armée allait prendre part à la guerre allumée déjà depuis plus d'un an dans le Nord ; les Prussiens envahissaient la Champagne, et les Autrichiens, en pénétrant par la Flandre, avaient enfin donné au roi de Sardaigne la confiance de se joindre à la coalition et de mettre son armée sur le pied de guerre. Inquiet de ces démonstrations hostiles, le gouvernement avait envoyé le général **MONTESQUIOU** en observation dans le Midi. Ce fut là que ce général, convaincu que la France pouvait compter désormais le roi de Sardaigne au nombre de ses ennemis, envoya au conseil exécutif le plan de l'invasion de la Savoie ; après de grandes difficultés, suivies même d'une disgrâce momentanée, le général **MONTESQUIOU** reçut l'ordre de mettre ses projets à exécution : aussitôt il transporta son camp de Cenieux aux Abrestes, ordonna au général **ANSELME**, qui commandait, comme nous l'avons dit, le camp du Var, de faire ses dispositions pour entrer, vers la fin de septembre dans le comté de Nice, et de combiner ses mouvements avec ceux de la flotte qui, sous le commandement de l'amiral **TRUGUET**, s'organisait dans le port de Toulon. Ce fut alors que le 2e régiment de chasseurs, fit, pour obéir aux ordre du général en chef, les mouvements que nous avons indiqués.

De leur côté les Piémontais à la vue de nos préparatifs d'invasion, s'étaient hâtés de se mettre en défense : 3 redoutes avaient été élevées, l'une près de Champareillars, et les deux autres aux abîmes de Mians. **MONTESQUIOU** laisse les travaux grandir, les retranchements s'achever, puis au moment où il apprit que les Piémontais allaient y conduire du canon, il lança pour les tourner, le maréchal de camp **LAROQUE** avec le 2e bataillon de chasseurs et quelques grenadiers. Les Piémontais, qui n'étaient point en mesure complète de se défendre, n'essayèrent pas même de résister, et nous abandonnant les ouvrages qu'ils venaient d'achever avec si grande peine, prirent la fuite sans même tirer un coup de fusil. L'évacuation des ponts des Marches de Bellegarde, de Notre-

Dame, de Mians et d'Apremont fut le résultat de cette retraite. Le même jour le général en chef fit avancer 20 pièces de canon accompagnées de quelques troupes ; le lendemain une brigade de cavalerie et deux brigades d'infanterie firent une pointe vers le centre de l'armée piémontaise, qui se trouva coupée par cette manœuvre si rapide, que l'ennemi ne put ni la prévoir, ni s'y opposer : une partie de l'armée piémontaise se porta sur l'autre et sur Montmélian, qui ouvrit ses portes le 23 ; en outre, partout l'esprit public, longtemps comprimé par l'occupation sarde, se faisait jour de tous côtés, les Français étaient accueillis en libérateurs, les Piémontais fuyaient au milieu des acclamations qui saluaient les vainqueurs. Des députations de tous les villages venaient au-devant du général **MONTESQUIOU**, sa marche était un triomphe. Le 23, des députés vinrent au-devant de lui jusqu'au château des Marches pour lui apporter les clefs de Chambéry ; et le lendemain, avec une escorte de 100 chevaux, 8 compagnies de grenadiers et 4 pièces de canon il faisait son entrée dans la ville où l'attendait un grand repas offert par le conseil municipal aux officiers et aux soldats qui l'avaient accompagné. Dès lors la Savoie fut incorporée à la France sous le nom de département du Mont-Blanc, qu'elle conserva jusqu'en 1814.

Cette première conquête s'était faite par la seule supériorité des manœuvres du général français sur ses adversaires, et sans tirer un seul coup de fusil.

Pendant ce temps le général **ANSELME** s'emparait du comté de Nice et ajoutait à la France le département des Alpes-Maritimes, lequel fut bientôt augmenté du territoire de la principauté de Monaco.

Mais là s'arrêta l'invasion française : la guerre civile rugissait à l'intérieur, et l'échafaud réclamait sa part de sang. Le général **MONTESQUIOU**, proscrit par la Convention, parvint à gagner la Suisse et à y trouver un asile. **ANSELME**, arrêté, paya de sa tête la conquête de Nice : **BIRON** le remplaça dans son commandement et lui succéda bientôt sur l'échafaud. Enfin, **KELLERMANN**, nommé général en chef à son tour, vint prendre ce poste que la suspicion rendait plus dangereuse que la mitraille. Mais bientôt **KELLERMANN** se trouve entre l'armée piémontaise et Lyon, qui se révolte : il jette les yeux alternativement vers l'Italie et vers la France, sépare sa petite armée en deux, en laisse une portion sous les ordres du général **BRUNET**, et conduit lui-même l'autre sous les murs de Lyon. Le 2e bataillon de chasseurs reste parmi les élus qui feront face à l'ennemi.

Aussitôt après le départ de **KELLERMANN** les Piémontais profitent de la réduction des troupes françaises et fondent sur elles au nombre de 25 000 hommes ; mais pendant 18 jours cette poignée de braves résiste, combattant sans cesse, ne reculant que pas à pas, ne perdant que 20 lieues de pays et sauvant tous ses magasins.

Pendant cette retraite le 2e bataillon de chasseurs eut ses Thermopyles. Chargé de défendre le passage du Mont-Genèvre, il tint tout un jour contre 5 000 hommes et ne se mit en retraite que lorsqu'il reçut, dans la nuit, l'ordre de rétrograder.
C'est dans ces combats de détail qu'éclate particulièrement le courage individuel si familier aux Français qu'une affaire générale condamne à rester à leur rang. Nous en citerons deux exemples que nous fournit de trois ou quatre jours de distance l'un de l'autre, le régiment dont nous écrivons l'histoire.

30 Piémontais emmenaient prisonniers 23 volontaires ; un sous-officier du 2e bataillon de chasseurs, nommé **JANEIRA**, les aperçoit de loin, fait un détour, s'embusque sur leur passage et, au moment où ils passent devant lui, se lève en criant : « A moi : chasseurs, à moi ! Délivrons nos camarades ! » Etonnés de cet appel inattendu, les Piémontais s'arrêtent et regardent de tous côtés ; pendant ce

moment d'hésitation, **JANEIRA** s'élance sur eux en criant : « Amis, vous êtes libres ! » tue le premier qu'il rencontre, en attaque un second en répétant toujours : « A moi, chasseurs ! À moi, chasseurs ! » Alors les prisonniers se révoltent ; chacun saisit le Piémontais qui se trouve le plus proche de lui : le désarme : 7 de ces derniers se sauvent, mais 16 demeurent prisonniers et sont ramenés à leur tour aux avant-postes français sans avoir vu arriver ces chasseurs que **JANEIRA** appelait à grands cris et qui les ont tant intimidés.

Dans un de ces moments de terreur panique qui s'emparent quelquefois des soldats, notre arrière-garde, poursuivie par les Piémontais, abandonnait un défilé qui était de la plus haute importance de défendre, puisque c'était le seul passage par lequel l'ennemi put poursuivre l'armée ; alors, le chef de bataillon **BALASON**, vieux soldat qui a vu Fontenoy et compte cinquante ans sur les champs de bataille, appelle à lui 10 hommes de bonne volonté. Ces 10 hommes se présentent : avec eux, il s'élance dans le défilé ; avec eux, il contient plus d'une heure l'ennemi. Au bout d'une heure il reçoit un renfort, et contraint à son tour l'ennemi de rétrograder.

Cependant le général **BRUNET** ne pouvait résister plus longtemps. Il fait connaître sa position à **KELLEMANN. KELLERMANN** quitte le siège de Lyon, accourt à l'armée, conduisant un renfort de 3 000 hommes qui portent la totalité de ses forces à 8 000 hommes ; 300 gardes nationaux sont placés par lui en seconde ligne, et avec ces faibles moyens il reprend l'offensive le 13 septembre 1793.

Son plan d'attaque, parfaitement combiné par lui, et non moins bien exécuté par ses lieutenants et ses soldats, eut un succès complet ; et dès le 9 octobre suivant, les ennemis étaient chassés de Faucigny, de la Tarentaise et de la Maurienne. Repoussés de position en position, les Piémontais voulurent enfin tenir dans celle de Saint-Maurice où ils avaient établi plusieurs pièces de canon. L'avant-garde y arriva le 4 octobre à sept heures du matin ; la canonnade dura jusqu'à dix heures, moment où le gros de l'armée parut avec l'artillerie : aussitôt, et pendant que les canons français font taire la batterie ennemie, **KELLERMANN** donne l'ordre au 2e bataillon de chasseurs de tourner la gauche des Piémontais. Habitués à la guerre de montagnes, les 800 hommes qui le composent s'élancent à travers les rochers, traversent les précipices, se suspendent au-dessus des abîmes et abordent enfin les Piémontais avec une telle impétuosité qu'ils ne peuvent soutenir leur choc et fuient en désordre abandonnant Saint-Maurice. De ce village que l'ennemi vient de quitter, **KELLERMANN** écrit à la Convention :

« Le Mont-Blanc a été envahi il y a quelques jours par un ennemi nombreux, et le Mont-Blanc est évacué aujourd'hui ; la frontière de Nice à Genève est libre, et la retraite des Piémontais de la Tarentaise nécessitera celle de la Maurienne : la prise du Mont-Blanc a coûté 2 000 hommes à l'ennemi et une immense quantité d'argent. »

La récompense de **KELLERMANN** fut un décret d'arrestation et l'ordre de comparaître devant la Convention. Pendant qu'il allait rendre compte de ses victoires, le général **DUMAS** revint prendre sa place à l'armée des Alpes, et continua au sommet des montagnes et dans les gorges des vallées, cette guerre où les Français luttaient à la fois contre le sol, contre le climat et contre une armée trois fois plus nombreuses qu'eux.

Le général Alexandre **DUMAS** était à la fois homme d'aristocratie et soldat de fortune ; fils du marquis **DAVY DE LA PAILLETERIE,** commissaire général de l'artillerie, il s'était, à la suite d'une querelle avec son père, engagé sous le nom de **DUMAS**, qui était celui de sa mère. Sept ans, de 1784 à 1791, il était resté simple soldat ; pendant les deux ans qui venaient de s'écouler, il avait passé par tous les grades et arrivait enfin à l'armée des Alpes comme général en chef.

Son premier soin fut de reconnaître les lignes de l'ennemi, et de rétablir les communications entre l'armée des Alpes et l'armée d'Italie ; tout en s'occupant de ces premières opérations, il envoya un plan de campagne à la Convention ; ce plan fut adopté.

Le Mont-Cenis était le nœud stratégique de ce plan, le pivot sur lequel toutes les manœuvres devaient tourner. Le Mont-Cenis était imprenable, disait-on, à cause de ses neiges éternelles, de ses abîmes sans fond et de ses chemins impraticables ; le général **DUMAS** s'apprêta à le prendre.

Il avait pour le seconder, il faut le dire, des hommes habitués depuis un an à une guerre de montagnes et qui n'avaient jamais reculé que devant l'impossible : maintenant c'était l'impossible qu'il fallait vaincre ; il fallait que les soldats passassent là où jamais montagnard n'avait passé, il fallait que le pied de l'homme foulât une neige qui ne connaissait encore que le sabot du chamois et la serre de l'aigle.

Le général **DUMAS** fit faire 3 000 crampons de fer qu'il distribua à ses soldats, et avec lesquels ils commencèrent à s'habituer à passer dans les endroits les plus difficiles. Trois mois furent employés à ces préparatifs.

Le printemps arriva, et avec lui la possibilité d'agir ; mais, de leur côté, les Piémontais s'étaient mis sur une terrible défensive : le Mont-Cenis, le Valaisan et le Petit Saint-Bernard étaient hérissés de canons. Le général en chef décida que l'on commencerait par s'emparer du Saint-Bernard et du Valaisan. Les ennemis qu'il fallait atteindre bivouaquaient au-dessus des nues, c'était une guerre de Titans.

Dans la nuit du 24 avril le général **BAGDELAUNE** reçut l'ordre d'escalader le Saint-Bernard, afin de se trouver au point du jour prêt à l'attaquer. Le général **DUMAS** s'était réservé le mont Valaisan.

Le général **BAGDELAUNE** se mit en marche à huit heures du soir ; le 2e bataillon de chasseurs formait son avant-garde. Pendant dix heures il marcha dans des précipices, sans suivre aucun chemin frayé et sur la foi de guides qui plus d'une fois, trompés eux-mêmes par l'obscurité, égarent nos soldats ; enfin, à la pointe du jour, il parvient à la redoute, l'aborde avec le courage et l'impétuosité dont les hommes qu'il commande ont déjà tant de fois fait preuve ; mais la redoute est terrible. La montagne semble un volcan enflammé. Trois fois **BAGDELAUNE** ramène à la charge ses soldats repoussés trois fois ; tout à coup les bouches de canons de la redoute du mont Valaisan changent de direction ; une pluie de boulets écrase les défenseurs du Saint-Bernard : le général **DUMAS** a réussi dans son entreprise, il tourne contre les Piémontais leurs propres canons. Le mont Valaisan, qui devait défendre le Saint-Bernard, le foudroie. Les Français qui reconnaissent le secours inattendu qui leur arrive, s'élancent alors une quatrième fois ; les Piémontais, intimidés par cette puissante diversion, n'essaient même plus de résister, de tous côtés ils fuient : le général **BAGDELAUNE** lance à leur poursuite deux bataillons de nouvelles levées de la Côte-d'Or et le 2e bataillon de chasseurs. Pendant trois lieues, les Piémontais sont poursuivis et relancés à la trace du sang ; les deux plus importantes positions des Alpes savoyardes sont en notre pouvoir : 20 pièces de canon, 6 obusiers, 13 pièces d'artillerie de montagne, 200 fusils et 200 prisonniers sont les trophées de cette double victoire.

Quinze jours après, le drapeau républicains flottait au sommet du Mont-Cenis.

Ce fut vers ces temps que le 2e bataillon de chasseurs, ex-chasseurs royaux du Dauphiné, changea encore une fois de dénomination et prit celle de 2e demi-brigade légère

---

NOMS DES COLONELS du 2e LEGER

Sous le nom de chasseurs royaux du Dauphiné.

De LESSER	1788 - 1792
NAZELLES de GOULOT	1792
MARTEMPREY de ROMECOURT	1792 - 1794

OFFICIER

CITE A L'ORDRE DU JOUR

BALASON, chef du 2e bataillon de chasseurs, arrête, avec dix hommes l'avant-garde des Piémontais aux défilés du Mont Genèvre (1794).

****

Ancestramil